

La voix de l'Opposition de gauche

Secret de polichinelle. Tout le PS tient ici.

2 juillet 2012

Invité par ailleurs dimanche de RFI/TV5 Monde/Le Monde et interrogé sur le fait de savoir s'il y aurait des mauvaises surprises dans le rapport de la Cour des comptes, M. Moscovici a répondu que "non". "On aura beaucoup de confirmations et je ne veux pas moi le dévoiler", a-t-il dit.

Sur fond de critiques virulentes de la droite, le gouvernement n'entend pas dévier de son cap. Respecter les objectifs de déficit pour 2012 et 2013 "est un impératif non négociable", a martelé M. Moscovici dans Le Figaro. (AFP 01.07)

C'est marrant tous ces gens qui savent quelque chose mais ne disent rien ou attendent le moment propice pour les annoncer, complétant le tableau de tous ceux qui feignent d'ignorer ce qui est en train de se tramer. Ne prononcez surtout pas le mot complot, ils vont vous étripier ou vous faire passer pour un adepte de la version policière de l'histoire. Et pourtant ?

Et comment s'y prendront-ils pour respecter cet "impératif non négociable" ?

- Selon un proche du président cité par le JDD, le gouvernement planche notamment sur un "surgel" des dépenses de fonctionnement et d'intervention de l'Etat. Le Premier ministre s'apprêterait à confisquer aux ministres une enveloppe supplémentaire, par rapport aux 8 milliards d'euros mis en réserve en février par le gouvernement Fillon, indique le JDD. (AFP 01.07)

On aura compris que Hollande et son gouvernement vont poursuivre et amplifier la politique réactionnaire de Sarkozy. Qui ne le savaient pas par avance, qui ne s'y attendaient pas ? Ceux qui les soutiennent ainsi que l'ordre établi ou alors d'incurables ignares.

Le journal Le Monde se fait plus précis.

- Cette loi de finances rectificative pour 2012 n'est que la première étape d'une longue série de textes qui rogneront les dépenses et augmenteront les impôts tout au long du quinquennat jusqu'à atteindre l'équilibre des comptes publics en 2017, ce qu'aucun gouvernement français n'a réussi à faire depuis 1974.

La Cour des comptes tirera lundi la première salve. En présentant son audit, elle dira l'ampleur des efforts à accomplir pour réduire comme prévu le déficit public à 4,5 % du PIB fin 2012, 3 % fin 2013 et 0 % fin 2017, contre 5,2 % fin 2011. Cet ajustement représente une centaine de milliards d'euros sur la durée du quinquennat, soit un dixième de la dépense publique annuelle totale de la France. Le document, que François Hollande avait commandé à Didier Migaud dès son installation à l'Élysée, est arrivé samedi sur son bureau.

Selon Jean-Marc Ayrault, la dépense de l'Etat sera gelée en valeur de 2013 à 2015, hors charge de la dette et retraites des fonctionnaires, ce qui supposera une baisse de 7 % des dépenses de fonctionnement l'an prochain, puis 4 % en 2014 et 4 % en 2015, et un "effort de même ampleur" sur

les dépenses d'intervention, des coupes supérieures à celles réalisées sous Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 01.07)

C'est l'austérité institutionnalisée qui vient renforcer celle mise en place par Sarkozy.

Plus intéressant, quelques extraits d'une interview que Moscovici a donnée hier au Figaro et dans lequel il revient sur le dernier sommet européen.

Le Figaro. Les marchés ont salué les conclusions du sommet de l'Union européenne.

- Nous avons aussi renforcé la stabilité financière de l'euro, en prenant des décisions concrètes pour permettre au futur Mécanisme européen de stabilité (MES) de répondre aux besoins espagnols de recapitalisation de leurs banques, tout en excluant d'en faire le créancier prioritaire, conformément aux souhaits des marchés. Nous avons également décidé d'autoriser le MES à acheter la dette italienne afin de faire baisser leurs taux d'intérêt, compte tenu des engagements très fermes de Rome pour réduire ses déficits structurels. Enfin, l'union bancaire européenne est en marche.

(Bref, ce sommet avait pour objectif de servir les banquiers et de rassurer les marchés. -Ndlr)

Le Figaro. Les positions de la France ont-elles vraiment été entendues? C'est l'Italie qui apparaît comme le principal vainqueur du sommet...

- Il ne faut pas raisonner en termes de vainqueurs ou de vaincus. C'est toute l'Europe qui a gagné en trouvant un compromis de grande qualité. Il serait faux de dire, comme je l'ai lu, que l'Allemagne a été contrainte de «plier». Il n'y a pas eu de coup de Trafalgar. Et, contrairement à ce qui se dit, ici ou là, entre Paris et Berlin, entre le président de la République et la chancelière, entre Wolfgang Schäuble et moi également, les relations sont bonnes. Cela a permis à François Hollande d'agir comme trait d'union entre les Européens pendant les négociations, tout en jouant le rôle d'apporteur d'idées. Son élection a bel et bien changé la donne en Europe.

(Ils s'en sont servis pour parvenir à leurs fins en lui faisant jouer le rôle de l'idiote utile, rôle dans lequel Hollande et les dirigeants du PS excellent. Qu'on leur reproche, ils s'en foutent éperdument, ils n'ont que mépris pour leurs contradicteurs, à ce titre ils ont le même comportement ou la même approche, mentalité, que les dictateurs. - Ndlr)

Le Figaro. François Hollande ayant remis la croissance au cœur du texte européen, va-t-il maintenant présenter le pacte budgétaire au Parlement?

- François Hollande l'a dit pendant toute sa campagne: il ne ferait pas voter ce texte s'il n'y avait pas un rééquilibrage en faveur de la croissance. Il considère qu'avec les avancées obtenues jeudi et vendredi à Bruxelles, cette réorientation est engagée. Nous présenterons donc devant les députés et les sénateurs un projet de loi de ratification comportant deux parties: le traité budgétaire et l'ensemble des mesures issues du Conseil européen.

Nous sommes partisans de la responsabilité, cela fait des mois que nous le disons. Tout comme nous affichons notre combat contre la dette publique. Mais l'austérité n'est pas la réponse à la crise européenne, les dimensions de solidarité, d'emploi et de croissance ne pouvaient pas être occultées.

(Ils décrètent qu'il faut un volet "croissance" pour qu'ils ratifient le TSCG, ensuite, ils décrètent encore qu'il existe, en conclusion ils décrètent toujours que plus rien ne s'oppose à son adoption. Et

la démocratie s'étouffent certains. Vous avez dit quoi, la démocratie, connaissent pas, ils la piétinent et voilà tout. - Ndlr)

Le Figaro. Votre majorité ne risque-t-elle pas de voir ce pacte budgétaire comme une perte de souveraineté?

- Elle comprendra, j'en suis sûr, que la réorientation de la construction européenne permet la ratification du traité. Encore une fois, le désendettement est une ardente obligation: les marchés financiers sont de plus en plus exigeants. Comment financer correctement les services publics en ayant cette épée de Damoclès au-dessus de la tête? La gauche a fait sa mue sur le sujet. Quant à la nouvelle opposition parlementaire, elle devra prendre ses responsabilités. J'espère que nous trouverons un consensus.

(Leurs commanditaires ou passeurs d'ordres dont ils sont les représentants : les marchés financiers. Il le dit lui-même.

En disant que la "*gauche a fait sa mue sur le sujet*", il signifie par là que plus rien ne la distingue de la droite, ce que nous ne cessons de marteler, mais qu'apparemment personne ne veut entendre à la direction des partis dits ouvriers.

Le consensus avec l'UMP vient couronner le tout, c'est la cerise sur le gâteau qui confirme que le PS est bien un parti bourgeois, réactionnaire, capitaliste. - Ndlr)

Le Figaro. À quelle échéance présenterez-vous ces textes?

- Dès que possible.

Le Figaro. La règle d'or sera-t-elle inscrite dans la Constitution?

- Inscire pour l'éternité une règle interdisant tout déficit, nous n'avons jamais trouvé cela pertinent. Ce qui est nécessaire, c'est de prendre des engagements forts. Nous les réaffirmerons lors du débat d'orientation budgétaire. Le projet de loi de finances donnera les lignes d'équilibres jusqu'en 2015. Puis une loi de programmation, éventuellement organique, traduira les engagements pluriannuels de la France en matière de finances publiques. Le premier d'entre eux - faire revenir le déficit public de 4,5% cette année à 3% l'an prochain - est un impératif non négociable. Revenir dessus sous prétexte que cela demande des efforts serait un appel au meurtre!

(Pourquoi tenter le diable ou prendre le risque de rouvrir une polémique inutile quand on peut procéder autrement, franchement ? Pourquoi se braquer sur une "*règle*" quand "*des engagements forts*" reviennent en pratique au même ?

Et pour bien marquer la subordination totale et définitive du PS au capitalisme, pour témoigner dans quel camp il se situe et qu'on ne se méprenne pas sur ses réelles intentions, il enfonce le clou en affirmant que la réduction du déficit public "*est un impératif non négociable*". Il n'y a que nos dirigeants pour refuser d'en tirer tous les enseignements, on comprend pourquoi, cela les forcerait à rompre avec l'appareil du PS et des syndicats, ils se retrouveraient tout nu, sans stratégie politique. - Ndlr)

Le Figaro. Le mandat de François Hollande commence par l'engagement de lourdes dépenses, comme l'embauche de fonctionnaires, notamment dans l'Éducation. Pour concilier ces dépenses

avec le redressement des comptes publics, cela suppose de trouver des économies beaucoup plus importantes ailleurs. Comment allez-vous faire?

- Il y a des priorités, peu nombreuses, comme l'Éducation, la Justice, la Sécurité et Pôle emploi, qui verront leurs ressources s'accroître et, pour le reste, il faudra trouver des économies. C'est ce que François Hollande a toujours dit. La grande différence, c'est, d'une part, que nous changeons de méthode en abandonnant la RGPP (Revue générale des politiques publiques, NDLR), qui frappe aveuglément, pour une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente. D'autre part, que nous stabilisons l'emploi public global, alors que la droite le réduisait.

(Vaux mieux des frappes ciblées que des frappes aveugles, les cibles en question apprécieront sans aucun doute. Quand il dit qu'il vaut mieux "*une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente*", par pragmatisme, il entend donner des gages concrets aux privilégiés, ils seront servis les premiers comme en atteste le dernier sommet européen, concertée en déployant tout l'arsenal de la collaboration de classes avec la complicité des dirigeants pourris des syndicats qui sont demandeurs, intelligente dans la mesure où ils ménagent certaines couches qui lui sont acquis, ce serait dommage qu'elles leur tourne le dos le régime pourrait ne pas s'en remettre, tandis qu'il va s'engager auprès du patronat à matraquer les travailleurs du secteur privé sans que les syndicats ou les fonctionnaires ne lèvent le petit doigt pour venir à leur secours selon une répartition des rôles bien réglée là aussi. -Ndlr)

Le Figaro. Toutes ces mesures ne vont-elles pas encore détériorer la compétitivité de la France?

- Il faudra un quinquennat pour réaliser des réformes de structure, dont la déclaration de politique générale du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, fixera demain le cap. La compétitivité est au cœur des préoccupations de François Hollande, qui la considère comme la clé de tout, y compris de l'influence de la France en Europe et dans le monde. (lefigaro.fr 01.07)

(Tout est dit ici, c'est la compétitivité chère à Parisot qui dicte la politique de Hollande, donc cela ne peut pas être les besoins ou aspirations des travailleurs qui doivent passer à la trappe, c'est à la virgule près le discours d'un parti de droite. - Ndlr)

J'ai passé certains éléments qui étaient insérés dans des propositions trop longues, mais qu'il nous faut ajouter car ils confirment que le PS est bien un parti pourri jusqu'à la moelle ou pire encore, le cynisme en prime qui le confirme.

Il a dit qu'il considérait que le "*coup de pouce*" au smic avait été "*raisonnable*", le Medef lui en saura gré, tandis que les patrons des entreprises publiques ne devaient estimer "*dégradant de gagner 450.000 euros*", on devrait préciser que 450.000 euros.

Vous avez là tout le PS.

Ce qui est dingue, c'est qu'il existe encore parmi nous des militants qui n'arrivent pas à admettre que ces gens-là sont prêts à vendre leurs gosses et leurs mères pour assurer la survie du capitalisme autant que leurs carrières et leur compte en banque. Ils s'imaginent que parce qu'ils sont honnêtes et sincères, qu'il serait impossible à quelqu'un qui se prétend socialiste d'être en réalité le pire ennemi du socialisme en frayant la voie à la réaction, à la dictature, on peut ajouter par expérience la guerre.

Ils semblent ne pas comprendre ou admettre que dans le passé ils ont livré le prolétariat à Hitler, Franco, Salazar, Pinochet, Vidéla, etc. tout comme les staliniens, qu'ils en sont toujours capables, regardez donc ce que fait aujourd'hui Fabius sur la Syrie et vous aurez un aperçu grandeur nature de

ce qu'ils sont capables de nous infliger demain ainsi qu'à d'autres peuples. Ils sont viscéralement contre-révolutionnaires, anticommunistes. Alors doit-on les épargner comme le font nos dirigeants qui s'en font ainsi les complices ou doit-on les combattre féroce­ment jusqu'à ce qu'ils disparaissent pour rester fidèle à Lénine ?

En complément ou pour enfoncer un peu plus le clou, Ayrault confirme tout le mal que l'on pense de la politique du gouvernement.

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, explique dans *Le Journal du Dimanche*, que «*c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles dont la France a besoin*» que Sarkozy n'a pas eu le temps ou la possibilité d'engager et promet qu'il «*n'attendra pas trois ans pour le faire*», les marchés l'exigent, il s'exécute en docile serviteur qu'il est, normal.

Il reconnaît toutefois qu'il risque de rencontrer des difficultés pour appliquer sa politique antisociale qu'il qualifie sans rire de «*réalisme de gauche*», «*la voie est étroite*» précise-t-il, allez, pas de fausse modestie, pas tant que cela. Car il a une méthode (qui n'est pas infallible) pour la faire passer «*mettre en place la démocratie sociale*», c'est-à-dire s'assurer de la collaboration loyale et zélée des dirigeants syndicaux qui ne demandent pas mieux que de mettre la main à la pâte, c'est risqué, non ils ne vont pas tomber dans un "*piège* qui leur serait tendu par le gouvernement puisqu'ils en sont les complices, disons qu'ils n'ont pas vraiment le choix, tout simplement... (source : 20minutes.fr 01.07)